

Les dépenses « forcées » supplantent la consommation libre des ménages

La performance économique réelle de la Suisse au cours des quatre ans écoulés est plutôt médiocre, constatent la plupart des économistes. Si le produit intérieur brut devait augmenter de 1% cette année, il en découlerait que la croissance n'aurait été, en moyenne, que de 0,4% l'an de 2001 à 2004. Un taux d'expansion qui frise la stagnation et se situe nettement en dessous de la moyenne des pays industrialisés.

Selon les spécialistes du Crédit suisse, les exportations constitueront une fois de plus le moteur de la croissance attendue. La consommation des ménages représente certes 60% du PIB. Mais elle restera bridée en 2004 par une augmentation du chômage au premier semestre, par une nouvelle perte de pouvoir d'achat due à la hausse des tarifs publics et des primes d'assurance maladie, ainsi que par la crainte des ménages à l'égard de l'emploi et des revenus.

La consommation libre des ménages, à savoir les biens et services que nous pouvons acheter à notre guise dans le commerce, diminue régulièrement au profit des dépenses « forcées » qui englobent les impôts, les taxes, les cotisations aux caisses de pension et les primes d'assurances obligatoires (AVS, AI, chômage, maladie, etc.) A lui seul, ce bloc absorbe déjà près de 37% de notre potentiel de consommation. De surcroît, jusqu'à 30% des dépenses des ménages concernent des biens et services soumis à réglementation, à l'exemple du loyer qui engloutit en moyenne 17% du revenu brut d'un ménage moyen.

La consommation libre est donc de plus en plus supplantée par une consommation plus ou moins institutionnalisée. On estime aujourd'hui que le ménage suisse moyen ne peut disposer librement que de la moitié de son revenu environ. C'est dire si le nouveau Parlement a du pain sur la planche s'il entend créer les conditions d'une croissance plus vigoureuse. Pour ce faire, il devra notamment rétablir l'équilibre entre dépenses et recettes publiques, renforcer les facteurs de concurrence en appliquant la loi sur les cartels, ouvrir enfin le marché intérieur, consolider à long terme la prévoyance sociale et poursuivre les réformes dans le domaine de la formation. Et cette liste n'est pas exhaustive...

Bref: à en croire les économistes du Crédit suisse, les facteurs constituant un frein à la croissance l'emporteront encore en 2004 et la demande intérieure ne jouera qu'un rôle de second plan dans la reprise économique qui se dessine. Or, le consommateur attend des signaux clairs pour retrouver la confiance. C'est dire si le paquet d'allègements fiscaux sur lequel nous voterons en mai prochain constituera une première bouffée d'oxygène bienvenue pour les familles et les contribuables de la classe moyenne, lesquels attendent avec impatience que leur soit restituée une parcelle de leur pouvoir d'achat d'antan.

Jean-Claude Chappuis